



Collectivité Eau du Bassin Rennais

2 rue de la Mabilais
CS 94 448
35 044 RENNES Cedex
Tél: 02 23 62 11 35

OBJET DU MARCHE :

Marché de travaux

**PROJET DE DECONSTRUCTION DES SERRES AGRICOLES DE LA NOE ET
REHABILITATION DES PARCELLES AGRICOLES
(SAINT-GREGOIRE)**

**Règlement de consultation
(RC)**

Date limite de remise des offres : le 01/07/2025 à 12:00

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du code de la commande publique.

Table des matières

ARTICLE 1 – ORGANISATION DE LA COMMANDE AU NIVEAU DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 – DEFINITION, DECOUPAGES et DECOMPOSITION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 – VARIANTES.....	4
ARTICLE 6 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	4
ARTICLE 7 – MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT	4
ARTICLE 8 – DELIVRANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
ARTICLE 9 – VISITE SUR SITE	5
ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
ARTICLE 11 – PRESENTATION DE CANDIDATURE CONFORMEMENT A L'ARTICLE R2143-3 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....	6
ARTICLE 12 – PRESENTATION DE CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME CONFORMEMENT A L'ARTICLE R2143-4 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	7
ARTICLE 13 – CONDITIONS DE PARTICIPATION ET MOYENS DE PREUVE ACCEPTABLES	7
ARTICLE 14 – FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS	8
ARTICLE 15 –RESTRICTIONS LIEES A LA PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	8
ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DES LOTS.....	8
ARTICLE 17 – CRITERES D'ATTRIBUTION	8
ARTICLE 18 – CONTENU DES OFFRES	9
ARTICLE 19 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 20 – COHERENCE DE L'OFFRE.....	10
ARTICLE 21 – PHASE DE NEGOCIATION	10
ARTICLE 22 – NATURE DES COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES CANDIDATS	10
ARTICLE 23 – CONDITIONS GENERALES D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
ARTICLE 24 – CONDITIONS D'ENVOI PAR TRANSMISSION ELECTRONIQUE	11
ARTICLE 25- SIGNATURE DES DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE CANDIDAT	11
ARTICLE 26- DISPOSITIONS RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE.....	12
ARTICLE 27- ASSISTANCE AUX CANDIDATS ET ECHANGES D'INFORMATIONS.....	12
ARTICLE 28 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	12
ARTICLE 29 – INFRUCTUOSITE	12
ARTICLE 30 – VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE ENVISAGE AU REGARD DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER OBLIGATOIRES, DOCUMENTS A PRODUIRE ET SIGNATURE DE L'OFFRE.....	13

ARTICLE 1 – ORGANISATION DE LA COMMANDE AU NIVEAU DE L'ACHETEUR

Acheteur :

COLLECTIVITE EAU DU BASSIN RENNAIS
2, rue de la Mabilais
CS 94448
35044 RENNES Cedex
Tél : 02.23.62.11.35 Fax : 02.23.62.11.39

Courriel : contact@ebr-collectivite.fr

Adresse Internet : <https://www.eaudubassinrennais-collectivite.fr>

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

ARTICLE 3 – DEFINITION, DECOUPAGES et DECOMPOSITION DES PRESTATIONS

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Réalisation des travaux de démolition des serres agricoles de la Noé et la réhabilitation des parcelles agricoles situé à SAINT -GREGOIRE.

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

Lieu-dit la Noé (Bel-air)
35760 ST GREGOIRE

Ce marché ordinaire est décomposé en 3 lots, attribués par marchés séparés :

Lot 1 : Désamiantage - Démolition – Chaufferie – Groupe

Les travaux concernent la démolition de deux bâtiments partiellement amiantés de l'ancienne chaufferie et du groupe électrogène ainsi que de l'évacuation des déchets

CPV : 45262660-5 désamiantage

CPV : 45111100-1 démolition de bâtiments

Lot 2 _Démontage des Serres et Equipements

Les travaux concernent la déconstruction des serres et des équipements construits sur la parcelle, le tri et l'évacuation des déchets

CPV : 45111300-1 Travaux de démantèlement

Lot 3 _Dépollution Sol et Remise en Etat

Le marché du lot 3 comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique).

Tranche ferme : Dépollution des sols

Les travaux comprendront :

- Dépollution, Démolition des ouvrages extérieurs, Déblais / remblais pour reprofilage des plates formes.
- Remise en place de terres végétales sur les zones polluées
- Evacuation des éléments encore en place sur la parcelle

Tranche optionnelle : Fourniture et mise en place de terre végétale, reprofilage de la zone

- Reprofilage de la plateforme
- Mise en place de terre végétale sur 30 cm

CPV : 45112200-7 Travaux de décapage de terre

CPV : 45112300-8 Travaux de remblayage et de mise en condition du terrain

CPV : 45112600-1 Déblai-remblai

CPV : 45112340-0 Travaux de décontamination du sol

La décomposition des prestations entre les différents lots est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

Les stipulations relatives aux durées et délais sont précisées à l'article "Durée du marché" du CCAP.

ARTICLE 5 – VARIANTES

Une variante est autorisée et facultative, à l'initiative des entreprises sur les quantités prévisionnelles. Si le candidat remet une variante, il doit impérativement répondre à l'offre de base.

ARTICLE 6 – CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

Environnementale :

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques.

ARTICLE 7 – MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le ou les titulaire (s), et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le montant estimé des prestations similaires est de 120 000.00 euros HT, décomposé comme suit :

Lot 1 : 20 000 € HT

Lot 2 : 70 000 € HT

Lot 3 : 30 000 € HT

ARTICLE 8 – DELIVRANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Le DCE est composé des documents suivants :

- 00-Règlement de Consultation
- 01-Acte d'engagement
- 02-DPGF
- 03-Cahier des Clauses Administratives Particulières
- 04-Cahier des Clauses Techniques Particulières et annexes
- 05-Le planning prévisionnel d'exécution des travaux
- 06-Annexes : plans, photos, structures
- 07-PGCSPS

ARTICLE 9 – VISITE SUR SITE

Une visite sur site est obligatoire.

Chaque candidat est invité à se rendre sur le site, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux ou les locaux où les prestations doivent se dérouler.

Par conséquent, le candidat est réputé s'être rendu compte sur place des conditions d'accès, de la nature des terrains et des contraintes de réalisation des travaux. Il ne pourra prévaloir d'aucune demande de rémunération complémentaire postérieurement à la remise de l'offre qui serait liée à une reconnaissance insuffisante du site. En conséquence, il sera réputé avoir une connaissance des lieux et des contraintes du projet.

2 dates de visite possibles :

- Le 12/06/2025 à 10h00
- Le 17/06/2025 à 09h00

Une attestation de visite sera alors transmise par le Maître d'Ouvrage et sera à joindre à l'offre.

Pour pouvoir faire la visite, les candidats devront adresser une demande de rendez-vous par mail, auprès de Céline JUSPIN ou du MOE « PHYSALID », avant le mercredi 11 juin à midi pour la visite du 12 juin et avant le 16 juin à midi pour la visite du 17 juin en précisant le nom, prénom, nom de l'entreprise de chacun des participants.

Adresse de contact :

cjuspain@ebr-collectivite.fr

physalid49@gmail.com

Cette rencontre ne fera pas l'objet d'un compte rendu. À l'issue de la réunion, les candidats devront poser leurs questions directement sur la plate-forme E-Mégalis tel que précisé au présent règlement de la consultation.

Les certificats de visite, à joindre obligatoirement à l'offre, seront remis aux participants sur place.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION

Modifications majeures : Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jour franc entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Modifications mineures : L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 11 – PRESENTATION DE CANDIDATURE CONFORMEMENT A L'ARTICLE R2143-3 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - éventuellement le numéro et la nature du(des) lot(s) concerné(s)
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
- Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 15 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie

(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement les formulaires DC1 et DC2.

ARTICLE 12 – PRESENTATION DE CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME CONFORMEMENT A L'ARTICLE R2143-4 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

L'acheteur met à disposition des candidats un DUME "Acheteur", c'est à dire que la première partie concernant les informations relatives à la procédure ont été préremplies par l'acheteur ainsi que la partie IV concernant les critères de sélection applicables à la passation du marché.

Les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par le candidat, pour autant que le service DUME électronique cité ci-dessous soit utilisé par l'opérateur économique pour générer et remplir le DUME. Dans le cas contraire, ces informations doivent être introduites par le candidat.

Le DUME Acheteur est disponible sur le profil d'acheteur de la consultation.

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DC1,DC2 ou le DUME..

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Exigences relatives au DUME propres à la consultation

Les opérateurs économiques sont autorisés à indiquer uniquement dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (Indication globale pour tous les critères de sélection et dispense de renseigner la section A à D de la partie IV du DUME).

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II D du DUME indiquant s'ils ont l'intention de sous-traiter une part du marché à des tiers.

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II A et B et la partie III du DUME pour chacun des sous-traitants concernés.

ARTICLE 13 – CONDITIONS DE PARTICIPATION ET MOYENS DE PREUVE ACCEPTABLES

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers

- Chiffres d'affaires réalisés pour les prestations similaires à l'objet du marché (sur les 3 derniers exercices disponibles)
- Une liste de références équivalentes à l'objet du marché exécutées sur les 3 dernières années.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché
- Indication des techniciens ou organismes techniques, en particulier des responsables du contrôle de la qualité, auxquels peut faire appel l'opérateur économique
- Certificats de qualifications professionnelles, et tout moyen de preuve équivalent, correspondant à : Qualibat 1552 ou équivalentes pour le lot 1

ARTICLE 14 – FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la présentation de la candidature et de l'offre. Toutefois après l'attribution du marché, si le candidat retenu se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur conformément aux dispositions de l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique (CCP).

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

ARTICLE 15 – RESTRICTIONS LIEES A LA PRESENTATION DES CANDIDATURES

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs candidatures, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DES LOTS

Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

ARTICLE 17 – CRITERES D'ATTRIBUTION

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

1- Prix des prestations noté sur 55 pts

Le critère "**prix des prestations**" sera notée sur **55 points** tel que :

$$\text{Note obtenue} = 55 \times \frac{(\text{Prix le moins-disant})^*}{(\text{Prix de l'offre notée})^{**}}$$

(*montant total HT de l'offre la moins-disante parmi les offres classées)

(**montant total HT de l'offre notée)

2- **Valeur technique** noté sur **45 pts** et décomposé en sous-critères différenciés comme suit :

Critère	Nombre de points	Sous-critères	Pondération
Valeur technique	45	Moyens humains et qualification du personnel affectés au chantier, y compris sous-traitants et moyens matériels de la société et plus particulièrement ceux affectés au chantier	10
		Méthodologie et délais proposés pour réaliser les travaux selon les prescriptions du CCTP	25
		Mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier à l'égard des tiers et du personnel	10

La notation de chacun des sous-critères est réalisée de la manière suivante :

Pourcentage de la note maximale du sous-critère	Appréciation
0 %	Absence d'information sur le sous-critère (dans le cas où l'information concernée est nécessaire pour juger de la régularité de l'offre, celle-ci pourra être déclarée irrégulière)
1 à 25 %	Offre conforme aux exigences minimales du marché mais n'apportant pas de plus-value technique
26 à 50 %	Offre conforme aux exigences minimales du marché mais n'apportant qu'une plus-value technique mineure
51 à 75 %	Offre conforme aux exigences minimales du marché et apportant une plus-value technique satisfaisante
76 à 100 %	Offre conforme aux exigences minimales du marché et apportant une plus-value technique optimale
La note de chacun des sous-critères techniques pourra être modulée entre le mini et le maxi en fonction des éléments contenus dans l'offre.	

ARTICLE 18 – CONTENU DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété, paraphé, daté par le candidat.
Le candidat fournira un acte d'engagement pour chacun des lots auxquels il soumissionne. Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.
- Le certificat de visite qui sera remis lors de la visite.
- La décomposition du prix global forfaitaire.
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.
- Un schéma d'organisation et de gestion des déchets.
- Le schéma organisationnel du plan d'assurance environnement.

Si les documents ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 19 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

ARTICLE 20 – COHERENCE DE L'OFFRE

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 21 – PHASE DE NEGOCIATION

Après réception des offres, le représentant de l'entité adjudicatrice élimine les offres inappropriées. Les offres irrégulières ou inacceptables pourront être admises à la négociation. Néanmoins, celles-ci ne pourront être retenues que si elles deviennent régulières ou acceptables suite aux négociations.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par l'entité adjudicatrice, celle-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation tant sur l'aspect technique que financier avec **les 3 (trois) entreprises** arrivées en tête à l'issue de la première analyse des offres.

La négociation pourrait, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails via la plateforme de dématérialisation Megalis, ou si nécessaire donner lieu à une audition.

L'attention des candidats est donc attirée sur la nécessité de fournir, dans leur acte d'engagement, et sur la plateforme de dématérialisation une adresse mail valide et régulièrement consultée.

A l'issue de la négociation, un classement sera effectué, et c'est l'offre la mieux classée, qui sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat retenu produise les certificats et attestations de l'article R2143-3 du CCP.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans avoir recours à une phase de négociations.

ARTICLE 22 – NATURE DES COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES CANDIDATS

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

ARTICLE 23 – CONDITIONS GENERALES D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**
- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi par voie postale n'est pas autorisé.

- La remise contre récépissé n'est pas autorisée.

Les candidats peuvent, soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

Les offres devront parvenir à destination avant le 01/07/2025 à 12 :00.

ARTICLE 24 – CONDITIONS D'ENVOI PAR TRANSMISSION ELECTRONIQUE

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf", ".docx", ".xlsx", ".pptx".

La taille maximum acceptée des fichiers est la suivante :

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être le plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

ARTICLE 25- SIGNATURE DES DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE CANDIDAT

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DC1, DC2 ou le DUME.

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La

signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

ARTICLE 26- DISPOSITIONS RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

ARTICLE 27- ASSISTANCE AUX CANDIDATS ET ECHANGES D'INFORMATIONS

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

ARTICLE 28 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des plis, à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>.

ARTICLE 29 – INFRUCTUOSITE

En cas d'infiructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 30 – VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE ENVISAGE AU REGARD DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER OBLIGATOIRES, DOCUMENTS A PRODUIRE ET SIGNATURE DE L'OFFRE

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionner à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionner à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.